

POUR SORTIR DU CERCLE VICIEUX DES DÉFICITS

Pour réaliser ce potentiel de croissance économique et de création d'emplois plus rapides, nous devons nous appuyer sur les progrès durement gagnés que nous avons réalisés sur le plan budgétaire.

Permettez-moi d'exposer clairement la nature du problème auquel nous sommes confrontés et les raisons pour lesquelles il ne peut être réglé qu'au prix d'efforts patients et constants, année après année.

En fait, nous avons eu non pas un déficit, mais deux, à combattre.

En 1984, le gouvernement fédéral vivait considérablement au-dessus de ses moyens. Il devait emprunter 16 milliards de dollars uniquement pour combler la différence entre les dépenses de programmes et de services, et les recettes qu'il percevait. C'était là le premier déficit—le déficit de fonctionnement.

Simultanément, un endettement massif de 200 milliards de dollars entraînait des frais d'intérêt dépassant les 22 milliards de dollars par an. Chaque cent d'intérêt était payé au moyen d'emprunts supplémentaires. C'était là le deuxième déficit.

Avant même de commencer à nous attaquer au second problème, nous devons éliminer le déficit de fonctionnement dû à l'excédent des dépenses de programmes sur les recettes.

RÉDUCTION DES DÉPENSES FÉDÉRALES

Dans le cadre d'un programme à long terme visant à rétablir progressivement l'équilibre des finances nationales, nous avons immédiatement engagé un effort général et soutenu de compression des dépenses.

Nous nous sommes attaqués en priorité aux coûts d'opération de l'État—c'est-à-dire, les coûts de fonctionnement du gouvernement. En 1984, ces coûts s'élevaient à 17,4 milliards de dollars. Nous les avons ramenés à 16,8 milliards de dollars, malgré une charge de travail accrue.

En décembre, le président du Conseil du Trésor a annoncé de nouvelles mesures visant à éliminer le gaspillage, à rendre les activités plus efficaces et à économiser 1,4 milliard de dollars au cours des trois prochaines années. Nous avons gelé les travaux de construction du gouvernement fédéral à Ottawa et limité les voyages des parlementaires et des fonctionnaires. Nous fermons certains restaurants parlementaires, vendons deux avions à réaction du gouvernement et fusionnons ou éliminons certains organismes fédéraux.

Nous sommes en train d'éliminer le gaspillage. La productivité s'est améliorée; elle se trouvera encore renforcée par les mesures proposées dans ce budget. Nous continuerons à chercher les façons d'éliminer le gaspilla-

Le budget

ge et le manque d'efficacité au cours des mois et des années à venir.

Nous avons aussi supprimé les programmes qui avaient fait leur temps et réorganisé ou réduit d'autres activités. Nous avons éliminé les subventions énergétiques, fermé des usines d'eau lourde, réduit la subvention à VIA Rail et aboli le Programme de stimulation de l'exploration minière au Canada. Grâce à une discipline rigoureuse et à une bonne gestion, les dépenses de programmes, qui représentaient 19,5 p. 100 de l'économie en 1984, ont été ramenées à 16 p. 100 cette année. Cela équivaut à une réduction de 22 milliards de dollars des dépenses.

Cependant, le problème auquel nous faisons face en 1984 ne se limitait pas à un excédent des dépenses. Les recettes fédérales étaient en diminution, par rapport au revenu national, depuis le milieu des années 70. Cela était dû à plusieurs raisons, notamment la multiplication des concessions fiscales et les lacunes de la taxe fédérale de vente. Nous avons mis fin à ces concessions, éliminé les échappatoires et accru les recettes. Les recettes, par rapport au revenu national, sont maintenant revenues au niveau moyen des années 70.

En 1987-88, nous avons franchi notre première grande étape dans la lutte contre le déficit en transformant notre déficit de fonctionnement en excédent; celui-ci est maintenant de 9 milliards de dollars. Ce progrès est considérable, car il s'agit d'une modification fondamentale de l'équilibre structurel des dépenses et des recettes publiques.

POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DE LA DETTE

Comme nous enregistrons maintenant un excédent de fonctionnement, le déficit total est inférieur aux emprunts nécessaires au paiement des intérêts de la dette publique. Les causes de cette augmentation rapide des frais d'intérêt méritent d'être mieux comprises.

Rien de mieux que les intérêts composés—l'intérêt payé sur l'intérêt—quand vous avez de l'argent en banque. Les fonds placés à un taux composé de 10 p. 100 sont doublés en sept ans environ. Ils quadruplent au bout d'environ 14 ans et atteignent près de huit fois leur montant initial en 21 ans.

Le même phénomène se produit, mais dans l'autre sens, quand vous devez emprunter pour payer les intérêts d'une dette. Dans le laps de temps nécessaire à un nouveau-né pour atteindre 21 ans, une dette nationale de 200 milliards de dollars, à un taux composé de 10 p. 100, s'élèverait à près de 1,5 trillion de dollars, uniquement par le jeu des intérêts.

Bien que nous ayons ramené le taux de croissance annuel de la dette de 24 p. 100 à moins de 10 p. 100 depuis 1984, elle continue d'augmenter plus vite que l'économie—plus vite que nos capacités financières.